

INITIATIVE La « Marche noire » au parlement belge

La sénatrice Fatiha Saïdi se bat pour la reconnaissance du drame vécu par les 45 000 familles marocaines expulsées d'Algérie en 1975

Fatiha Saïdi, sénatrice belge du groupe socialiste, est sur le point de déposer une résolution au parlement de son pays concernant les Marocains expulsés d'Algérie en 1975. Cette femme politique se bat depuis des années pour la reconnaissance du drame humanitaire qu'a causé l'expulsion de près de 300 000 Marocains par le gouvernement algérien du président Boumediene. Le 8 décembre 1975, suite aux tensions entre le Maroc et son voisin algérien, provoquées en partie par la Marche Verte entreprise un

mois plus tôt par le royaume, l'Algérie décide d'expulser les migrants marocains qui travaillent et vivent sur son territoire. Cet exode forcé, appelé « Marche noire », concerne 45 000 familles, stationnées dans un premier temps dans des campements de la ville d'Oujda, puis dispersées progressivement dans le reste du pays. Cette population démunie s'est soudainement vu confisquer ses biens restés en Algérie et a souffert d'une brutale rupture avec les familles et les proches de l'autre côté de la frontière. Les descendants s'interrogent de plus en plus



sur la mémoire de ce passé et tentent de comprendre, à travers des associations, la sombre histoire de leurs parents. Née à Oran d'une famille d'origine marocaine, Fatiha Saïdi va peut-être, grâce à sa résolution, mettre sur le devant de la scène politique une affaire encore trop mal connue. ▀